

Lettre ouverte à la FAREAS, aux TL ainsi qu'à la municipalité de Lausanne
Obligation de bus pour les requérant-e-s d'asile

Mesdames et Messieurs,

La Fondation vaudoise pour l'accueil des requérants d'asile (FAREAS, qui dispense l'aide sociale aux requérant-e-s d'asile) vient de conclure un arrangement avec les Transports publics lausannois (TL). Selon cet accord, la FAREAS va obliger chaque requérant-e à acheter un abonnement TL.

L'abonnement sera OBLIGATOIRE et payé par les requérant-e-s, alors que l'aide sociale qui leur est accordée est déjà de 2 à 4 fois inférieure à l'aide sociale "pour les Suisse-sse-s". Pour une famille avec 3 enfants qui touche 1400 francs par mois, 150 francs seront prélevés en faveur des TL, qui empocheront ainsi au total environ 1 million par année sur le dos des personnes les plus démunies du canton...

Nous sommes choqué-e-s par cette imposition autoritaire des abonnements de TL aux requérant-e-s d'asile. Nous sommes en faveur de cette proposition d'abonnement à condition que les principaux intéressé-e-s puissent donner leur avis.

Il existe de nombreuses personnes qui utilisent un autre mode de déplacement et il n'y a aucune raison que cette situation se transforme à cause de cet accord. Nous estimons inadmissible que la liberté de choix soit ainsi bafouée. De plus, cette décision peut aussi sous entendre que les requérant-e-s d'asile se trouvent fréquemment dans une situation de resquille et ainsi générer des réflexions racistes, xénophobes (voir article du « 24 Heures » du 8 février 2006).

Il est aussi important de remarquer qu'il s'agit d'un accord financièrement défavorable pour certaines familles ayant un abonnement CFF ou une carte famille.

De fait, cette obligation d'abonnement s'apparente plus à une mesure punitive qu'à la prestation d'un service public. Nous marquons notre indignation face à cette imposition autoritaire totalement contraire à tous les principes de liberté de choix et d'égalité entre l'ensemble des citoyen-ne-s vivant en Suisse.

Par la présente, nous demandons à la FAREAS, à la Municipalité ainsi qu'au TL d'arrêter la mise en place de ce projet. Nous estimons que la seule proposition acceptable serait d'offrir des transports publics gratuits aux requérant-e-s d'asile puisque les revenus qu'ils reçoivent sont déjà très bas ou en tous cas de leur laisser le libre choix face à cette proposition d'abonnement.

Nous vous demandons donc de reconsidérer cette décision inacceptable.

Avec nos salutations les meilleures

Coordination asile Vaud